

Brochure n° 3041

Convention collective nationale
IDCC : 158. – TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2018
(BROSSERIE)
NOR : ASET1950035M
IDCC : 158

Entre :
FFB,
D'une part, et
FNSCB CFDT ;
FG FO construction,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les personnels des entreprises de la branche « broserie » (code APE 32.91Z) :

(32.91Z : Fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc. la fabrication de brosses à habits et à chaussures.)

Article 2

*Grille des salaires minima mensuels « Ouvriers et collaborateurs »
applicable au 1^{er} septembre 2018*

Les salaires minima mensuels applicables dans l'industrie de la broserie, pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont fixés, au 1^{er} septembre 2018, aux valeurs suivantes en euros :

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
1	140	1 506 €
	150	1 545 €
	160	1 552 €

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
2	175	1 573 €
	185	1 585 €
	195	1 599 €
3	210	1 641 €
	225	1 700 €
	240	1 797 €
4	250	1 864 €
	270	2 005 €
	295	2 184 €
5	310	2 296 €
	330	2 432 €
	360	2 647 €

Article 3

*Grille des primes mensuelles d'ancienneté « Ouvriers et collaborateurs »
applicable au 1^{er} septembre 2018*

À compter du 1^{er} septembre 2018, la prime mensuelle d'ancienneté s'établit comme suit, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, pour les ouvriers et collaborateurs :

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ, EN EUROS, selon l'ancienneté				
	3/6 ans	6/9 ans	9/12 ans	12/15 ans	15 ans et +
140	33,53 €	67,08 €	100,62 €	134,16 €	167,69 €
150	33,76 €	67,53 €	101,29 €	135,07 €	168,83 €
160	34,00 €	67,97 €	101,97 €	135,97 €	169,95 €
175	34,34 €	68,69 €	103,03 €	137,37 €	171,71 €
185	34,50 €	69,00 €	103,51 €	138,02 €	172,52 €
195	36,43 €	72,87 €	109,30 €	145,73 €	182,17 €
210	39,23 €	78,47 €	117,70 €	156,92 €	196,16 €
225	42,04 €	84,05 €	126,10 €	168,11 €	210,14 €
240	44,83 €	89,66 €	134,48 €	179,31 €	224,13 €
250	46,72 €	93,45 €	140,18 €	186,89 €	233,62 €
270	50,46 €	100,91 €	151,36 €	201,81 €	252,27 €
295	55,12 €	110,23 €	165,35 €	220,47 €	275,58 €
310	57,91 €	115,83 €	173,74 €	231,65 €	289,58 €
330	61,65 €	123,28 €	184,94 €	246,58 €	308,23 €
360	67,27 €	134,55 €	201,81 €	269,09 €	339,55 €

Article 4

Grille des salaires minima mensuels « Cadres » applicable au 1^{er} septembre 2018

Pour les cadres, les appointements mensuels minima applicables dans l'industrie de la broserie sont fixés, au 1^{er} septembre 2018, aux valeurs suivantes :

POSITION	APPOINTEMENTS MENSUELS MINIMAUX Montants en euros
P I a	2 493 €
P I b	2 915 €
P I c	3 258 €
P II a	3 508 €
P II b	3 668 €
P II c	3 808 €
P III a	4 048 €
P III b	4 337 €

Article 5

Égalité salariale hommes-femmes

En application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11 et L. 2241-12 du code du travail, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères vérifiables.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Cette négociation vise à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec de dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

6.2. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

6.3. Adhésion

Toute organisation syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

6.4. Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 8

Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

La politique salariale est considérée par les partenaires sociaux comme indépendante de la taille de l'entreprise employant lesdits salariés. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises sans stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 20 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)